

Challengesoir

Pascal Lamy: "l'économie grecque est quasiment morte"

[Le 01.07.2015 à 13h47](#) | Mis à jour le 01.07.2015 à 16h51

INTERVIEW Le pari d'Athènes d'organiser un référendum est-il un saut dans l'inconnu? C'est un jeu tactique, estime ancien bras droit de Jacques Delors et ex-directeur général de l'OMC.



Pascal Lamy (C) REA

Jusqu'à dimanche 5 juillet, le suspense sera total. Sur l'issue du référendum, mais aussi sur la possibilité d'un accord de dernière minute. Même si Pascal Lamy, ancien bras droit de Jacques Delors et ex-directeur général de l'OMC, ne croit pas à cette option, les deux parties ne vont cesser de jouer à se faire peur. Sauf Angela Merkel, qui a clairement fait savoir qu'elle ne bougera pas le petit doigt avant que soit connu le résultat du scrutin. Dimanche soir, si le non l'emporte, cette "plongée en terrain inconnu", comme l'avait qualifié Christine Lagarde la semaine dernière dans *Challenges*, se traduira-t-elle par une nouvelle crise de confiance dans l'euro ? "Il y a désormais des pare-feu partout", atteste Pascal Lamy, qui fut aussi commissaire européen. Et si c'est le oui qui triomphe ? Les Européens seront soulagés. Mais ce n'est pas la reprise de négociations avec la Grèce qui suffira à ressusciter son économie.

Les contacts avec la Grèce peuvent-ils reprendre avant le référendum ?

Ce n'est l'intérêt de personne de bouger. Le référendum est une arme tactique dans une négociation, une étape dans une partie de poker. Les enchères montent.

Mais n'est-ce pas risquer un "saut dans l'inconnu", comme le craint la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde ?

C'est vrai que cela ressemble au jeu des deux conducteurs de voiture qui se sont lancés un défi dans *La Fureur de vivre*. Le risque lui-même n'a pas changé. Simplement, Alexis

Tsipras, en accélérant, a fait monter la probabilité que l'accident se produise. C'est un jeu, dont certains pensent en Grèce que le Premier ministre connaît toutes les ficelles.

Alors pas de contagion, comme après la faillite de Lehman Brothers...

Non, la zone euro est désormais financièrement et économiquement immunisée d'un défaut grec qui ne ferait que rendre la suite plus difficile pour eux.

Quelle sera la situation au soir du référendum ?

Si le non l'emporte, Tsipras aura réussi son pari en se donnant davantage de poids politique dans la suite de la négociation. Mais si le oui gagne, ce qu'il faut souhaiter, il sera marron, parce qu'il a lui-même choisi de soumettre à référendum des conditions plus dures que celles auxquelles les Européens étaient d'ores et déjà ralliés ; et son discours sur les « *créanciers avides* » n'aura été qu'un coup de théâtre de plus. N'oublions pas que la Grèce a inventé la dramaturgie, qui fait partie de la culture européenne.

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, n'est-il pas fondé à se sentir "trahi"?

Dans une négociation, il faut garder son calme. Et toute déclaration doit être prise au second degré. Souvenons-nous que la Grèce, depuis son indépendance, a déjà connu plusieurs faillites.

Ce référendum n'est-il pas une manipulation ?

C'est une arme qui fait partie du jeu. Et il y a une certaine habileté à faire jouer la *vox populi* au niveau où elle est encore la plus légitime en Europe, c'est-à-dire au niveau national. Georges Papandréou voulait l'utiliser en 2011, et Nicolas Sarkozy et Angela Merkel auraient été mieux avisés de le laisser faire. Au moins la question qui devait être posée alors – "Voulez-vous rester dans la zone euro?" – n'était-elle pas biaisée. Mais c'est bien la vraie question.

Et si les Grecs décident en fait de quitter la zone euro...

Ils se compliqueraient la tâche. Parce que le problème à résoudre est dix fois moins compliqué en restant dans la zone euro qu'en s'en extrayant. Il faut aller au-delà de la négociation actuelle, de la restructuration des finances publiques, et ne pas rester "sous le réverbère"...

Quel est "le vrai problème à résoudre"?

C'est que l'économie grecque est en état de thrombose, elle est quasiment morte. Quelle est la valeur ajoutée de la Grèce dans un environnement mondialisé, en dehors de l'agriculture et du tourisme? Le *bank run* est un symbole: plus personne ne travaille...

Comment reconstruire le pays ?

La Grèce n'est pas comme l'Argentine ou le Kenya, qui sont des économies qui peuvent se redresser après une aide momentanée du FMI. La Grèce a besoin, elle, d'un plan Marshall, avec, comme après la guerre en Europe, l'intervention de la Banque mondiale et de l'OCDE. L'ingrédient qui manque le plus au pays, c'est de la gouvernance : pour pouvoir réinvestir, il faut reconstruire des institutions politiques, judiciaires, administratives, à l'abri de la corruption.

Et faire une croix sur la dette ?

Des 320 milliards d'euros de dettes publiques, 250 milliards sont avec des entités publiques, plus 60 à 80 milliards logés à la Banque centrale européenne, qui, soit dit en passant, n'a jamais cessé ses concours. Chacun sait que la Grèce ne sera jamais en état de les rembourser, mais il faut tenir compte des autres Etats européens qui, eux, ont remboursé et

ne veulent pas entendre parler d'une remise de dettes. On va donc devoir inventer un mécanisme "Canada Dry" qui permettra de restructurer la dette, de la rééchelonner, voire d'en abandonner une partie, mais sans le dire.

Et les marchés vont laisser faire...

Les marchés ne financent plus la dette grecque. La seule incidence, c'est qu'avec la baisse de confiance dans l'euro ils peuvent faire des arbitrages euro/dollar, et ainsi profiter de la volatilité actuelle.

Aucun risque de contamination, donc ?

Rien à voir en effet avec les crises des dettes mexicaines, russes ou thaïlandaises... Il y a désormais des pare-feu partout.

Et les réactions en chaîne des opinions publiques, comme en Espagne...

Même si Podemos et Ciudadanos vont partager les voix avec le Partido Popular et le PSOE, il est erroné, selon moi, de comparer la vitalité de la vie parlementaire en Espagne avec les générations d'hommes politiques qui gangrenèrent la Grèce.

Fallait-il laisser opérer le FMI ?

En réalité, il y avait avant l'euro une sorte de FMI à Bruxelles qui s'occupait des Etats qui avaient des difficultés de balance des paiements. Mais comme dans le traité de Maastricht le sauvetage des pays était explicitement prohibé, cette compétence a disparu, et il a fallu rappeler le FMI.

Cela a poussé Bruxelles à avoir une approche strictement comptable, d'autant plus qu'il fallait se faire pardonner d'avoir fermé les yeux quand la Commission a eu connaissance au début des années 2000 des turpitudes grecques pour arranger les statistiques. A ce moment-là, ni Jacques Chirac ni Gerhard Schröder, qui s'étaient assis sur le pacte de stabilité, n'ont eu envie que la Commission regarde d'un peu plus près les comptes des Etats membres...

Au fond, qui est responsable ?

Aux deux tiers, ce sont les Grecs, qui ont brûlé 200 milliards d'aides communautaires en trente ans, plus les concours européens depuis le début de la crise. Mais les Européens ont leur part de responsabilité, ayant d'abord préféré regarder ailleurs pendant longtemps et, ensuite, en refusant de reconnaître que la restauration des comptes publics grecs n'était pas l'alpha et l'oméga du redressement d'un pays dont les batteries sont à plat.

#GRÈCE #FAILLITE #CHRISTINE LAGARDE #FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL #BANQUE CENTRALE #VOLATILITÉ #VALEUR AJOUTÉE
1 RÉACTIONS



Vincent Beaufils Directeur de la rédaction